

La campagne pour le référendum constitutionnel divise les Burundais

Deutsche Welle, 13.12.2017 Lancé ce mardi, la campagne pour le référendum constitutionnel est diversement appréciée dans la population. Certains redoutent une manipulation. Au Burundi, après la clôture sans résultat du quatrième round des pourparlers d'Arusha 4, la semaine dernière, le président Pierre Nkurunziza a lancé ce lundi 12 décembre, au centre du pays, la campagne pour le référendum constitutionnel. [Photo : La population est venue en masse assister aux cérémonies de lancement de la campagne pour le référendum constitutionnel.]

Mais à Bujumbura, la capitale, les Burundais sont divisés sur la nécessité de la campagne qui précède la révision proprement dite de la constitution. Au Nord de la capitale dans le quartier populaire de Kamenge, cette campagne est considérée comme plutôt favorable au parti présidentiel. Malgré cela, l'accueil du lancement de la campagne du référendum est nuancé. C'est un projet qui "fait peur", explique Jean Nduwimana, en faisant référence à la révision programmée de la constitution. "Le projet n'est pas consensuel", selon lui. Il prend comme preuve la partie de la classe politique qui s'oppose à ce projet. "Ce travail doit être rassembleur et consensuel. Pour changer quoi que ce soit, il faut que toute la classe politique burundaise se mette d'accord afin que le Burundi garde sa tranquillité sociale et politique." Une campagne pour rien ? Le projet fait aussi peur au sein des habitants du quartier qui, pour la plupart, vaquent à de petites activités pour de maigres revenus. Rencontrés à Kamenge, Pascaline et Philippe semblent n'espérer pas grand chose du lancement de la campagne pour le référendum. "Ils vont s'arranger pour compléter les résultats, vous me faites rire ! Que vous votiez oui ou non, ils doivent compléter car ils se chargent eux-mêmes du comptage des voix, personne d'autre ne le fait. Ils ont peut-être même déjà terminé de compter", estime un habitant. "Ceux-là même qui font la planification seront engagés pour ça, ils ont terminé", ajoute un autre. En revanche, Gabriel Banzawitonde se dit plus confiant, convaincu de la réussite de la révision constitutionnelle. "C'est la correction des erreurs du passé avant les élections de 2020", martèle-t-il. "C'est une étape que nous venons de franchir, ça nous montre que le gouvernement connaît la valeur d'un peuple, seul détenteur de la souveraineté du pays. Nous voyons qu'il y a quelque chose à amender avant les élections de 2020. C'est pourquoi le texte qui est fondamental devrait être amendé pour corriger toutes les erreurs afin que les autres lois soient amendées avant les élections de 2020" Après la campagne, le peuple votera Oui ou Non, selon qu'il préfère ou pas la révision de la constitution. Si le Oui l'emporte, ce serait une véritable révolution qui se dessine. Les lois simples seraient désormais adoptées à la majorité absolue au Parlement, alors qu'il fallait jusqu'ici les 2/3 des votants.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});